

der Leistungskomponente im Lohn usw. Hier haben wir auch versucht, einiges an Flag-Erkenntnissen in die normale Führung einzubauen und transparent zu machen. Das ist ein Zusatzaufwand, alle diese Gespräche, die nun mit über 30 000 Leuten geführt werden, aber die ersten Erfahrungen sind gut.

Wir sind also der Meinung, man solle mit Flag weiterfahren, aber Flag habe nur Erfolg, wenn wir den Aufwand auf allen Stufen – auch bei Ihnen – reduzieren können. Wenn wir jetzt mit neuen gesetzlichen Regelungen in neue Zwänge kämen, ohne alte abzubauen, würde die Begeisterung wahrscheinlich sinken. Ich weiss, dass das nicht Ihre Meinung ist. Ich sage nur, dass es grundsätzlich so ist: Wir müssen vereinfachen, wir müssen standardisieren – auch Inhalt und Form der Berichterstattung –, und wir müssen Flag, so glauben wir, in verkraftbaren Schritten auch ausdehnen.

Ich teile die Meinung, die vorhin geäussert worden ist, dass es besser und weniger gut geeignete Bereiche dafür gibt. Vor allem jene Bereiche sind geeignet, die irgendwo in der Struktur und in der Art auch wirtschaftsnahe sind. Wir könnten uns also vorstellen, dass Flag für die zentralen Beschaffungsstellen, die IT-Leistungserbringer geeignet ist. Wahrscheinlich ist es für Bereiche, die eher politisch ausgerichtet sind, weniger geeignet. Wir sind also der Meinung, man könne das ausweiten, es werde aber nie so sein, dass die gesamte Bundesverwaltung «flagifiziert» werden kann.

Zu Ihrer Motion – ich kann das kurz machen –: Wir sind bereit, sie entgegenzunehmen. Wir begrüssen, dass das Parlament nicht mehr an die Genehmigung des Leistungsauftrages denkt – die Kommission schon. Wir sind froh, dass in Bezug auf die Sicherstellung der Steuerungsfunktionen auf der Ebene der Produktegruppe noch ein gewisser Handlungsspielraum besteht. Wir werden jetzt schauen – es sind hier verschiedene Lösungen denkbar –, dass wir ein Modell entwickeln können, von dem wir vom Bundesrat und von der Verwaltung her der Meinung sind, es sei handhabbar, ein Modell, das auch für Sie akzeptabel ist. Wir sind natürlich auch der Meinung, man könne das dann definitiv in geeigneter Form im Gesetz festschreiben.

In diesem Sinne möchte ich Ihnen, dem Parlament insgesamt, nochmals für den enormen Aufwand danken, den Sie eigentlich für diese paar Prozent der Budgetsumme geleistet haben. Bei Pilotprojekten ist das eben wichtig und nützlich.

02.028

Antrag der Kommission
Vom Bericht Kenntnis nehmen
Proposition de la commission
Prendre acte du rapport

Angenommen – Adopté

02.3381

Überwiesen – Transmis

02.3377

**Empfehlung Lombardi Filippo.
Dezentralisierung
von Bundesämtern.
Beginn mit Aarau und Freiburg
Recommandation Lombardi Filippo.
Décentralisation
d'offices fédéraux.
Commencer par Aarau et Fribourg
Raccomandazione Lombardi Filippo.
Decentralizzazione
degli uffici federali.
Iniziare da Aarau e Friburgo**

Einreichungsdatum 21.06.02

Date de dépôt 21.06.02

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.02

Lombardi Filippo (C, TI): Je suis tout d'abord évidemment satisfait d'apprendre que le Conseil fédéral est disposé à accepter cette recommandation. J'espère toutefois que cette acceptation ne constitue pas un acte purement formel. Je m'attends, tout comme M. Pfisterer, je crois, et comme les 38 cosignataires de cette recommandation, à ce que le Conseil fédéral reprenne ce dossier avec détermination. Le grand débat sur la décentralisation des offices fédéraux mené dans les années quatre-vingt est typiquement la montagne qui accouche d'une souris. Seulement trois offices fédéraux ont été décentralisés, et encore à une distance fort limitée de la capitale.

Le débat que nous avons eu lors du choix du siège des deux nouveaux tribunaux fédéraux nous a montré très clairement que le Parlement désirait une plus forte décentralisation dans ce pays. Certains opposants au choix que nous avons fait pour les tribunaux fédéraux disaient: «Oui, mais la décentralisation devrait se faire avec des offices fédéraux, et pas avec des tribunaux.» Je pense que nous avons bien choisi d'un point de vue institutionnel le siège des deux nouveaux tribunaux, mais que nous devons entendre et écouter avec attention ce que le Parlement a voulu dire lors des débats qui ont eu lieu et qui l'ont conduit à opérer ce choix. Cette volonté du Parlement, elle est claire: le Parlement désire que les offices fédéraux, l'administration soient plus décentralisés que ce n'est le cas actuellement. Evidemment, le Parlement a peu de compétences pour le faire. C'est pour ça, peut-être, que dans le seul dossier qui était de sa compétence, celui des tribunaux fédéraux, il a agi de la façon que l'on connaît et qui était en contraste avec le désir du Conseil fédéral. Dans les autres domaines, c'est le Conseil fédéral qui est compétent. Cependant, il est juste que le Parlement lui rappelle ce désir de décentralisation. Dans la mesure où le Conseil fédéral affirme sa volonté de reprendre en main ce dossier, il serait juste de considérer comme prioritaires les deux villes d'Aarau et de Fribourg, qui avaient déposé des candidatures que l'on peut considérer fort valables pour le siège des tribunaux fédéraux, car celles-ci ont eu quelques attentes et éprouvé de la déception suite à la décision de notre Parlement. Je crois qu'il est juste de les prendre en considération en premier lieu dans l'étude de ce dossier.

Ceci dit, je trouve significatif que ce soit le ministre des finances qui vienne, au nom du Conseil fédéral, prendre position oralement sur cette recommandation. Je crois que c'est là un signal pas complètement positif dans la mesure où l'accent est mis une fois encore – dans la prise de position par écrit du Conseil fédéral aussi – sur l'aspect financier que ces décentralisations peuvent revêtir. Or c'est clair qu'il y a dans toute opération des aspects financiers, que l'on ne saurait ignorer, mais je crois qu'il serait bon que le Conseil fédéral examine ces questions du point de vue des priorités

politiques et institutionnelles du pays, et non de façon prioritaire du point de vue des coûts. Car si l'on devait être strict sur l'aspect des coûts de chaque office fédéral, je crois que nous savons tous qu'il serait possible de trouver, même dans les offices fédéraux situés à Berne, un certain nombre de postes où il serait possible de faire des économies et dont la suppression compenserait largement les coûts d'une éventuelle décentralisation en dehors de la ville ou du canton de Berne.

Je vous remercie donc de bien vouloir accepter cette recommandation et surtout de vouloir vous mettre à l'oeuvre, au sein du Conseil fédéral, avec détermination et cohérence dans cette direction.

Cornu Jean-Claude (R, FR): «Il faut être fair-play dans la victoire comme dans la défaite.» La recommandation que nous traitons ce matin va dans ce sens. Aussi, je vous en remercie, Monsieur Lombardi et vous, chers collègues, qui l'avez soutenue et continuerez à plaider dans ce sens-là. Notez bien que j'aurais pu me satisfaire ce matin d'une motion Cornu allant dans le même sens, mais concernant d'autres lieux.

Permettez-moi seulement une remarque et une question, Monsieur le Président de la Confédération.

Ma remarque est la suivante. Je trouve la réponse du Conseil fédéral un peu légère, pas très volontariste. M. Lombardi l'a déjà relevé. On y dit que la recommandation «sera examinée» dans le cadre de la suite qui «sera donnée» au postulat Pfisterer Thomas 02.3065. On ne peut pas dire qu'on en sache beaucoup plus sur les intentions de la Confédération. En outre, le postulat Pfisterer Thomas ne recouvre pas tout à fait la même proposition. Pour M. Pfisterer, il s'agissait d'examiner la possibilité, l'opportunité de créer de manière décentralisée des guichets ouverts, des sortes de «hubs» administratifs. La recommandation Lombardi est plus large puisqu'elle pose la question de la décentralisation de pans entiers de l'administration fédérale, comme cela s'est fait en son temps, par exemple pour l'Office fédéral de la communication ou l'Office fédéral de la statistique.

D'autre part, Monsieur le Président de la Confédération, la réserve formulée à la fin de la réponse du Conseil fédéral, selon laquelle «les critères d'efficacité et d'économie seront prioritaires en l'occurrence», ne me semble nullement tenir compte – M. Lombardi l'a aussi rappelé – de la ferme volonté exprimée par le Parlement, dans le débat sur le choix du siège des tribunaux fédéraux, de privilégier la décentralisation par rapport aux autres critères. L'auteur de la recommandation le rappelle du reste dès le début de son texte: «Le débat sur l'attribution des sièges des deux nouveaux tribunaux fédéraux a, d'une part, montré une claire volonté de décentralisation de la part du Parlement, et, d'autre part, causé un certain malaise, étant donné que cette décentralisation devrait – selon plusieurs membres des Conseils – s'effectuer plus dans le domaine de l'administration que dans celui de la justice.»

Cette volonté est confirmée tout aussi clairement par le fait que la quasi-totalité du Conseil des Etats a signé la recommandation Lombardi. Qu'on ne vienne donc pas nous dire maintenant qu'on va oublier tout cela et se replier d'abord sur les critères d'efficacité et d'économie qui seront toujours autant de bonnes excuses pour ne rien faire.

Permettez-moi maintenant encore de poser ma question. Qu'a fait à ce jour le Conseil fédéral ou l'administration par rapport à cet objectif reconnu de décentraliser plusieurs offices ou services de l'administration? Comment le Conseil fédéral entend-il procéder et quels sont les délais arrêtés à cet égard?

Je vous remercie par avance de répondre à ces questions.

Pfisterer Thomas (R, AG): Ich möchte unserem lieben Freund Filippo Lombardi herzlich für die freundeidgenössische Geste danken; sie ist selbstverständlich sehr wohl aufgenommen worden. Herzlichen Dank! Es ist sicher auch möglich, die Arbeiten, die der Bundesrat aufgrund des Pos-

tulates 02.3065 aufgenommen hat, im Sinne des Votums von Herrn Kollege Cornu auszuweiten. Das ist offenbar auch der Sinn der Stellungnahme des Bundesrates; so habe ich sie selbstverständlich verstanden.

Darf ich einen Blick zurück und einen Blick in die Zukunft werfen? Einen Blick zurück insofern, als es damals bei der Diskussion um die Bundesgerichtsstandorte, insbesondere bei der Diskussion um den Standort des Bundesstrafgerichtes, natürlich um eine ganz spezielle Situation ging. Es ging nicht um Aarau, es ging nicht um den Aargau, sondern es ging damals um den Standort, der für den Schutz der Grundrechte, für den Service public und für die schweizerische Bevölkerung der beste ist. Das war eine ganz besondere Situation. Hier hat die Eidgenossenschaft selbstverständlich eine Chance verpasst.

Jetzt der Blick in die Zukunft: Ich bin etwas erstaunt, Herr Bundespräsident – ich bin Ihnen sehr dankbar, dass Sie uns Gelegenheit geben, diese kurze Diskussion zu führen –, dass der Bundesrat bereit war, das erwähnte Postulat entgegenzunehmen, und uns freundlicherweise einen Bericht in Aussicht gestellt hat, dass aber in der gleichen Zeit vom gleichen Bundesrat andere Signale, andere Entscheide, kommen. Ich denke an die Empfehlung Forster zu den Arbeitsinspektoraten. Da hat der Ständerat mit einer überwältigenden Mehrheit einen Entscheid gefällt – selbstverständlich zu einer blossen Empfehlung. Aber der Bundesrat hat diese Zentralisierung dennoch durchgeführt, ohne dass uns entsprechende Gründe genannt worden wären. Das gleiche Anliegen lag hinter dem Postulat Leumann, das wir in dieser Session behandelt haben. Man hat offenbar – ich habe diesen Eindruck – nicht sehr viel Verständnis für das Dezentralisierungsanliegen von Frau Leumann. Trotzdem wurde sie von einer überwältigenden Mehrheit des Ständerates unterstützt. Offenbar ist es schwierig – das verstehe ich auch –, dieses generelle Anliegen in den einzelnen Situationen umzusetzen.

Das ist natürlich auch ein Aufruf an das Parlament. Das Parlament selber muss das Dezentralisierungsanliegen auch mittragen. Gestern hat es dieses Prinzip bei der Militärorganisation verletzt und hat bedauerlicherweise für eine zentralistischere Lösung votiert. In der letzten Woche der Session werden wir uns dann bei der Neugestaltung des Finanzausgleichs und bei der Aufgabenneuverteilung auch wieder mit diesem Problem auseinander setzen müssen. Wir müssen uns wahrscheinlich also selber ebenfalls an der Nase nehmen. Zu wünschen ist einfach, dass wir nicht allzu lange auf diesen Bericht warten müssen, sodass wir ein Steuerungsinstrument bekommen, mit dem dann wirklich etwas verändert wird, und dass den Wünschen des Parlamentes so einigermassen Rechnung getragen werden kann.

Villiger Kaspar, Bundespräsident: Ich muss mich zuerst bei Herrn Lombardi entschuldigen: Ich bin halt der Finanzminister, Sie müssen halt mit mir vorlieb nehmen.

Warum ist dieses Geschäft unserem Departement zugeteilt worden? Wir sind natürlich nicht nur für die Finanzen zuständig, sondern auch für die Bauten, die Personalpolitik, die Strukturen. Solange es nicht um ein konkretes Projekt geht, kann ein solches Geschäft nicht einem andern Departement zugeteilt werden. Aber Sie dürfen davon ausgehen, dass der Bundesrat dahintersteht, wenn ich die Empfehlung im Namen des Bundesrates entgegennehme.

Zu Herrn Cornu: Warum ist die Antwort so dürrig? Wenn wir Vorstösse entgegennehmen, geben wir keine Begründungen, da finden Sie höchstens sehr kurze Erklärungen und kleine Ergänzungen. Wir hätten auch schreiben können: Der Bundesrat ist bereit, die Empfehlung entgegenzunehmen. Lange Begründungen schreiben wir nur, wenn wir z. B. eine Motion in ein Postulat umwandeln oder ein Postulat nicht entgegennehmen wollen. Die kurze Antwort bedeutet also nicht, dass wir das Anliegen nicht ernst nehmen.

Nun zur Sache: Wir sind natürlich schon im Clinch. Wir reden immer über Finanzen. Ich pflege zu sagen: Die Finanzpolitik hat drei Stossrichtungen:

1. Wir dürfen nicht über Verschuldung finanzieren.
2. Wir brauchen aus Konkurrenzgründen eine tiefe Steuerquote.

Diese ersten beiden Punkte führen dazu, dass der Staat nicht viel Geld hat. Ergo:

3. Der Staat muss aus dem Steuerfranken möglichst viel herausholen.

Ich nehme als Beispiel das VBS. Ich habe die Diskussion über den Vorstoss von Frau Leumann nicht im Detail verfolgt. Aber das VBS muss mit sehr viel weniger Mitteln als noch vor wenigen Jahren – mit wahrscheinlich bald 40 Prozent weniger – eine Armee und die Verteidigungsfähigkeit gewährleisten und neue Aufgaben wahrnehmen. Da kann man nicht mehr überall eine Kaserne haben. Das geht einfach nicht auf. Sonst haben Sie ein noch schlechteres Verhältnis zwischen Investitionskosten und Betriebskosten. Der Bundesrat ist sich völlig bewusst, dass die Rationalisierung vieler Betriebe den Regionen wehgetan hat.

Als ich als Chef des Eidgenössischen Militärdepartementes anfang, bekam ich ständig Reklamationen, man habe zu viel Militär in den Regionen, die Touristen würden sich beklagen. Als ich aufhörte, bekam ich dauernd Vorstösse vorgelegt, man wolle mehr Militär, man brauche es für die Hotels.

Sie sehen, wie sich das verändert hat. Wir haben Kasernen geschlossen; ich habe noch auf dem Monte Ceneri den Korporal abverdient, jetzt gibt es dort keine Artillerie mehr. Wir haben das Gleiche bei der Post, bei der Swisscom gehabt. Das ist irgendwie unvermeidlich. Hier sind wir irgendwie an eine Grenze gekommen: Der Dezentralisierung zuliebe können wir nicht alles tun.

Das darf aber kein Vorwand sein – da haben Sie Recht –, dass man sich die Frage der Dezentralisierung dort, wo es auch möglich ist, nicht überlegt. Es ist völlig klar: Gerichte sind autonome Einheiten, sie müssen nicht in Bern sein. Es gab beim Strafgericht die Frage wegen der Distanz; ich hoffe, dass es dann nicht zu viele Helikopterflüge mit Strafgefangenen gibt. Gerichte sind aber eigentlich dezentralisierbar.

Ich schliesse nicht aus, dass man gewisse Bereiche ohne oder zumindest mit einem tragbaren Effizienzverlust dezentralisieren kann. Wir haben ja einmal einen ersten «Schub» gehabt, dann ist in Neuenburg etwas gekommen, es ist in Grenchen etwas gekommen. Nachher ist es dann aber wieder eingeschlafen, weil – man sieht es – die Führbarkeit einfach schwierig ist. Alles ist besser, wenn es irgendwo in einem gewissen Perimeter angesiedelt ist. Wenn wir sagen, Herr Lombardi, die Arbeitsgruppe, die bereits aufgrund des etwas weniger weit gehenden Vorstosses von Herrn Thomas Pfisterer vorgesehen ist, nehme das Problem wahr, dann ist das nicht, weil man Ihr Anliegen weniger ernst nähme. Aber wenn wir schon, damit es wirklich überdepartemental ist, eine interdepartementale Arbeitsgruppe von Fachleuten einsetzen, so geht es ins gleiche Gebiet. Diese Fachleute können beide Dinge anschauen. Ich kann Ihnen jetzt nicht sagen, wie weit sie schon sind. Ich werde aber ein Augenmerk darauf richten, dass sie sich wirklich treffen und das einmal anschauen. Es geht dann im Gleichen und gibt Synergien. Wir sehen dann, was für Ergebnisse herauskommen. Wenn ich sage, wir nehmen die Empfehlung entgegen, dann meine ich damit nicht, dass der Bundesrat dann auch in solchen Fällen sagt, das müsse jetzt Aarau oder Freiburg sein. Wir haben jetzt eine Diskussion mit Freiburg. Wir können jetzt nicht anfangen, gewisse Orte zu privilegieren. Bei einem konkreten Fall muss man sich irgendwie entscheiden; man muss sagen, das müsse dorthin. Aber es können natürlich viele Kantone, die jetzt im Zusammenhang mit den Gerichten nicht in Diskussion waren, genauso gut sagen, sie hätten einen Rechtsanspruch, auch einmal etwas zu bekommen. Ich weiss nicht, ob Innerrhoden etwas vom Bund hat, aber ich sage nur, es müsste dann nach übergeordneten Gesichtspunkten gehen. Ich weiss, dass man vor allem in Freiburg natürlich auch enttäuscht war.

Aber ich muss den Freiburgern Folgendes sagen: Wir haben die Zahl angeschaut. In Freiburg leben überdurchschnittlich viele Beamte aus Bern, und zwar auch in guten Gehaltsklas-

sen, die dort Steuern zahlen. Mir sagt der Berner Stadtpräsident immer, wenn er Geld will: Ja, das ist schon recht, dass ein paar hier Steuern zahlen. Aber die meisten leben anderswo. Die leben nicht in Bern, die leben in Freiburg.

Die Bundesämter zahlen keine Steuern. Es ist also genau das Gegenteil: Das «Filetstück», dessen Verlust Herr Stadtpräsident Baumgartner beklagt, ist schon in Freiburg. Deshalb muss man das Ganze als etwas übertrieben anschauen. Aber Herr Cornu hat es nicht mitbekommen, deshalb habe ich es etwas übertrieben gesagt. (*Heiterkeit*) Wir wollen es nach objektiven Kriterien anschauen. Dass das Bedürfnis besteht, dass sich dieser «Wasserkopf» etwas weiter ausdehnt, dafür habe ich durchaus Verständnis. Wir sind auch in Luzern sehr froh, dass wir ein Bundesgericht haben.

In diesem Sinne sind wir, wie gesagt, bereit, die Empfehlung entgegenzunehmen, und warten dann auf die Resultate.

Überwiesen – Transmis

02.425

Parlamentarische Initiative WAK-SR. Sondersteuersatz der Mehrwertsteuer für Beherbergungsleistungen. Verlängerung

**Initiative parlementaire
CER-CE.
Taxe sur la valeur ajoutée.
Taux spécial pour les prestations
d'hébergement. Prorogation**

Erstrat – Premier Conseil

Einreichungsdatum 03.05.02

Date de dépôt 03.05.02

Bericht WAK-SR 03.05.02 (BBI)

Rapport CER-CE 03.05.02 (FF)

Stellungnahme des Bundesrates 04.09.02 (BBI)

Avis du Conseil fédéral 04.09.02 (FF)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.02 (Erstrat – Premier Conseil)

Le président (Cottier Anton, président): La commission propose, par 9 voix contre 0 et avec 1 abstention, d'adopter le projet.

Schiesser Fritz (R, GL), für die Kommission: Es geht darum, dass der umstrittene Sondersatz für Beherbergungsleistungen von 3,6 Prozent Mehrwertsteuer bis zum 31. Dezember 2003 befristet ist. Ihre Kommission hat sich mit der Frage befasst, ob diese Befristung im Hinblick auf die Diskussionen ausreicht, die im Rahmen der neuen Finanzordnung über diesen Sondersatz geführt werden. Der Bundesrat schreibt in seiner Stellungnahme, dass er beantragen wird, den Sondersatz per Ende 2006 aufzuheben. Er, der Bundesrat, werde in der Botschaft die Argumente für und gegen diesen Sondersatz sorgfältig analysieren und darlegen. Schon darum bin ich der Auffassung, dass es heute wenig Sinn macht, eine materielle Diskussion über die Berechtigung oder Nichtberechtigung dieses Sondersatzes zu führen: Wir haben diesen Sondersatz.

Die Kommission beantragt Ihnen, die Geltung des Sondersatzes für Beherbergungsleistungen mit einer entsprechenden Gesetzesänderung bis zum 31. Dezember 2006 zu verlängern. Dies kommt namentlich daher, dass sich die Kommission einlässlich mit der materiellen Berechtigung oder Nichtberechtigung des Sondersatzes, aber auch mit der schwierigen Situation im Tourismus befasst hat. Sie hat auch die Frage erörtert, wie die Banken Tourismusunternehmen behandeln. Wir haben zur Kenntnis genommen, dass